

PARIS, 1er juil (AFP) - Le président français François Mitterrand estime que l'Afrique devrait être représentée au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies, dans une longue interview accordée au quotidien sud-africain The Star, dont le texte a été rendu public vendredi à Paris par le service de presse du palais de l'Elysée.

"Je pense qu'on ne peut pas se contenter de faire entrer l'Allemagne et le Japon" au Conseil de Sécurité, déclare M. Mitterrand. "Ce serait reconstituer avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, la Russie qui se développe, la Chine aussi, le Conseil permanent des puissances. Je pense qu'il y a d'autres pays, je citerai le Brésil, l'Australie, le Nigéria, ou encore l'Inde qui pourraient s'y ajouter. Mais ce n'est pas moi qui décide".

En ce qui concerne le Rwanda, le chef de l'Etat français souligne la neutralité des Français qui, dans le cadre d'une "assistance militaire" "auprès du gouvernement légal", insiste-t-il, "n'ont pas tiré une cartouche depuis le début de ces événements".

Evoquant l'éventualité d'une victoire de la rébellion tutsie du FPR, il s'interroge: "Le Front Patriotique Rwandais doit naturellement l'emporter. Quand il l'aura emporté, il représentera 15% de la population, que se passera-t-il?"

Reconnaissant que, "dans la région de Kigali", "on a massacré d'une façon abominable les tutsis", et affirmant ne pas savoir ce qui se passe "de l'autre côté", M. Mitterrand observe: "Il y a eu un déchaînement irrépressible qui n'a pas de nom, un génocide, passible de la justice internationale".

"Je pense que l'Organisation de l'Unité Africaine aurait pu intervenir plus tôt et massivement", commente-t-il.

D'une manière générale, le président français estime qu'on "exagère" quand on parle d'afro-pessimisme à propos du continent noir, "parce que ce continent est surtout victime des agissements du monde industrialisé".

"A l'heure actuelle, explique-t-il, les flux d'argent, des capitaux, sont toujours plus importants de l'Afrique vers le monde industriel que dans le sens contraire. Quel que soit le montant des aides bilatérales ou multilatérales, nous prenons toujours plus à l'Afrique que nous ne lui donnons. C'est le système qui est mauvais."

Au passage, M. Mitterrand dénonce "la spéculation sur quelques places boursières" qui peut "démolir en 48 heures" les plans de deux ans ou de cinq ans que les pays africains s'efforcent de mettre en oeuvre pour leur café ou leur cacao.

suivra